

RCS : PARIS

Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2021 B 30864

Numéro SIREN : 904 077 492

Nom ou dénomination : 2K

Ce dépôt a été enregistré le 25/02/2022 sous le numéro de dépôt 26896

**Olivier ROUSSEL**

Expert-comptable

Inscrit au tableau de l'Ordre de la région parisienne

**Commissaire aux comptes**

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

**2K**

Société par actions simplifiée au capital de 500 Euros

Siège social : 166 rue de Bagnole - 75020 PARIS

RCS : Paris 904 077 492

## **Rapport du Commissaire aux apports**

**Apport des titres de la société SPCC  
à la société 2K**

(Art. L.225-147 du Code de Commerce)

(Art. L.225-136 du Code de Commerce)

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS  
SUR L'APPORT DES TITRES DE LA SOCIETE SARL SPCC  
A LA SOCIETE SAS 2K**

Messieurs les associés,

En exécution de la mission qui m'a été confiée par décision de l'associé unique en date du 3 janvier 2022 concernant l'apport des titres de la société SPCC à la société 2K, ayant son activité à Paris, placé sous le régime juridique des apports, j'ai établi le présent rapport sur la valeur des apports prévu par les articles L. 225-147 du Code de commerce.

Les titres apportés ont été définis dans le contrat d'apport de titres, par l'apporteur à la société 2K en date du 2 janvier 2022.

Il m'appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée. A cet effet, j'ai effectué mes diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des actions à émettre par la société bénéficiaire des apports, augmentée de la prime d'émission.

Je vous présente mes constatations et conclusions selon le plan suivant :

1. Présentation de l'opération et description de l'apport,
2. Diligences effectuées et appréciation de la valeur d'apport,
3. Conclusion.

## 1 – PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DE L'APPORT

### 1.1 – NATURE ET OBJECTIFS DE L'OPERATION

L'opération envisagée consiste à transférer, par voie d'apport, au profit de la société 2K, la totalité des parts sociales de la société SPCC détenue par les signataires du contrat d'apport de titres conclu le 2 janvier 2022.

Selon les termes du contrat d'apport de titres, cette opération a pour objectif d'apporter la totalité des titres de la société SPCC à la société 2K.

Cette opération aura pour effet de faire de la société 2K une holding du groupe ainsi créé.

L'apport de titres, objet de ce rapport, porte sur 5 000 parts sociales de la société SPCC.

### 1.2 – ENTITES PARTICIPANT A L'OPERATION

#### 1.2.1 - Société bénéficiaire de l'apport

La société 2K est une société par actions simplifiée au capital social de 500 euros divisé en 500 actions d'une valeur nominale unitaire de 1 euro, dont le siège social est 166 rue de Bagnole - 75020 Paris, et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 904 077 492.

La société a pour objet, en France ou à l'étranger, l'activité de Holding animatrice de groupe, notamment la réalisation de toute prestation de services pour le compte de ses filiales ou membres du groupe de société qu'elle constitue avec ses filiales, l'acceptation de tous mandats sociaux, l'administration, la collecte, la gestion, la mise à disposition de trésorerie et la constitution de toutes garanties en faveur des sociétés membres du groupe.

#### 1.2.2 - Société dont les titres sont apportés

La société SPCC est une société à responsabilité limitée, au capital social de 50 000 euros divisé en 5 000 parts sociales d'une valeur nominale unitaire de 10 euros, dont le siège social est 167 rue de Bagnole - 75020 Paris, et immatriculée au RCS de Paris sous le numéro 493 547 152.

La Société a pour objet : société de travaux de Plomberie, Chauffage, Climatisation et Rénovation intérieure et extérieure.

## 1.3 - DESCRIPTION ET EVALUATION DE L'APPORT

Les associés de la société SPCC dont les titres sont apportés au jour de la réalisation de l'apport, sont les suivants :

- Monsieur Abdelhafidh KHELIFI, propriétaire de 2.500 parts sociales
- Monsieur Hafedh KHELIFI, propriétaire de 2.500 parts sociales

Chaque titre de la société SPCC est apporté pour une valeur unitaire de 90 euros, soit un apport total de 450 000 euros.

## 1.4 - REMUNERATION DE L'APPORT

L'apport d'un montant total de 450 000 euros sera rémunéré par l'émission de 450 000 actions de la société 2K d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

## 1.5 – CONDITION DE REALISATION DE L'APPORT

La société 2K deviendra propriétaire des titres apportés à compter de la date de réalisation. Elle aura droit à tout dividende, intérêts, produit, remboursement ou droit quelconque, détaché ou mis en distribution sur les actions apportées.

## 2 - DILIGENCES EFFECTUEES ET APPRÉCIATION DE LA VALEUR D'APPORT

### 2.1 – PRESENTATION DES METHODES D'EVALUATIONS RETENUES

Ce prix a été déterminé d'un commun accord entre les parties sur la base d'un rapport d'évaluation des titres de la société SPCC établi par la société ENTREPRENEURS & FINANCE missionnée par les parties à cet effet.

Le rapport d'évaluation a été réalisé le 9 novembre 2021 sur la base des états financiers des exercices 2018 à 2020.

La démarche de l'évaluateur a consisté à rechercher la valeur de l'entreprise sur la base d'un multiple moyen de l'EBITDA pour le secteur de « services aux entreprises ».

Compte tenu du secteur d'activité de SPCC et de son faible niveau de dotations aux dépréciations et amortissements et des autres produits et charges d'exploitation, l'agrégat de référence retenu pour la valorisation est l'excédent brut d'exploitation moyen non pondéré des années 2018, 2019 et 2020.

Le multiple de valorisation de SPCC retenu qui situe dans un intervalle compris entre 4,5 et 5,5 a permis d'aboutir à une fourchette de valeur comprise entre 372 570 euros et 532 205 euros, soit une valeur de part sociales comprise entre 74,5 euros et 106,4 euros.

## 2.2 – TRAVAUX ET DILIGENCES EFFECTUEES

J'ai effectué les diligences que j'ai estimées nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes, afin de :

- Vérifier la propriété des actions apportées.
- Contrôler la valeur attribuée à l'apport.
- Analyser la méthode de valorisation mise en œuvre.
- Vérifier, jusqu'à la date d'émission de notre rapport, l'absence de faits susceptibles de remettre en cause la valeur de l'apport.

### 2.2.1 – Vérifications juridiques et comptables

- J'ai obtenu et examiné les documents relatifs à l'immatriculation de la société bénéficiaire de l'apport.
- J'ai procédé à une revue limitée de certains éléments de la vie sociale des sociétés dont les titres sont apportés (statuts, K Bis, baux,...).
- Je me suis assuré de la propriété et de la libre disponibilité des titres apportés sous condition de levée des nantissements consentis.
- J'ai examiné les différentes stipulations du contrat d'apport de titres.
- J'ai effectué une revue analytique des comptes annuels clos au 31 décembre 2020 et de situation comptable intermédiaire arrêtée au 30 septembre 2021.

### 2.2.2 – Vérification de la valeur de l'apport

J'ai effectué des travaux approfondis sur la méthodologie retenue pour déterminer la valeur de l'apport, en m'assurant, notamment du bien-fondé du choix de la méthode et des critères d'évaluation retenus.

En outre, j'ai vérifié la correcte application et mise en œuvre des critères et méthodes retenus et examiné la sensibilité des valeurs relatives à une variation des différents paramètres.

Pour ce faire, j'ai procédé aux travaux suivants :

- J'ai revu la cohérence des calculs effectués par l'évaluateur.
- J'ai procédé à une analyse de sensibilité à la variation des hypothèses et des paramètres retenus.

## 2.3 - OBSERVATIONS

### 2.3.1 – Sur le choix des méthodes d'évaluation

Dans le cadre spécifique de cette opération et compte tenu de l'activité de la société apportée, la valorisation de cette dernière sur la base d'un multiple de l'excédent brut d'exploitation, méthode retenue par l'évaluateur, me paraît de nature à fournir une base raisonnable d'évaluation.

# Olivier ROUSSEL

Expert-comptable

Inscrit au tableau de l'Ordre de la région parisienne

Commissaire aux comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

## 2.3.2 – Sur la mise en œuvre des méthodes d'évaluation

Les méthodes retenues sur la base de l'approche évoquée au 2.3.1 respecte les usages des professionnels dans ce secteur d'activité.

## 2.3.3 – Sur la valeur de l'apport

La valeur de l'apport retenue est cohérente au regard :

- Du rapport d'évaluation dont elle respecte la fourchette de valeur.
- De la situation comptable intermédiaire au 30 septembre 2021.

## 3 - CONCLUSION

En conclusion de mes travaux, je conclus que la valeur de l'apport s'élevant à 450 000 euros n'est pas surévaluée, et en conséquence que la valeur des titres apportés est au moins égale au capital créé dans la société 2K.

Fait à Issy les Moulineaux,  
Le 4 février 2022

**Olivier ROUSSEL**  
Commissaire aux apports

2K

Société par actions simplifiée  
Au capital de 500 euros  
Siège social : 166, rue de bagnolet– 75020 paris  
904 077 492 RCS PARIS

-----  
PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS  
DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 15 FEVRIER 2022  
-----

L'an DEUX MILLE VINGT DEUX  
Le 15 FEVRIER  
A quatorze heures.

Les associés de la Société par Actions Simplifiée 2K, se sont réunis en Assemblée Générale Extraordinaire au siège social, sur la convocation du Président.

Il a été dressé une feuille de présence qui a été émarginée en entrant en séance par chacun des associés.

L'assemblée est présidée par Monsieur Abdelhafidh KHELIFI, en sa qualité de Président de la Société.

Tous les associés étant présents ou représentés et représentant la totalité du capital social, le Président constate que l'Assemblée peut valablement délibérer et prendre ses décisions à la majorité requise.

Le Président de l'Assemblée constate que l'Assemblée Générale Extraordinaire est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'Assemblée :

- Une copie de la lettre de convocation adressée à chaque associé;
- Un exemplaire des statuts de la Société;
- Le rapport du Président;
- Le texte des nouveaux statuts ;
- Et le texte des résolutions qui seront proposées au vote de l'Assemblée.

Puis, il rappelle que l'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant :

- Approbation de l'apport de 5.000 parts sociales de la société S.P.C.C. et de son évaluation ;
- Augmentation du capital en vue de rémunérer l'apport susvisé;
- Modification corrélative des statuts;
- Pouvoirs pour les formalités.

Le Président lit ensuite son rapport et déclare la discussion ouverte.

La discussion est close et personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux votes les résolutions suivantes figurant à l'ordre du jour :

### PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture :

- Du rapport de Monsieur Olivier ROUSSEL, du Cabinet VIRIS EXPERT, Commissaire aux apports en date du 4 février 2022;
- Du contrat d'apport en date du 2 janvier 2022, aux termes duquel :

Monsieur Abdelhafidh KHELIFI et Monsieur Hafedh KHELIFI font apports de 5.000 parts sociales de la société S.P.C.C, Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 euros, dont le siège social est sis au 167 rue de Bagnole – 75020 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 493 547 152, évaluées à 450.000 euros, savoir:

- 2.500 parts sociales de la société S.P.C.C. par Monsieur Abdelhafidh KHELIFI, évaluées à 225.000 euros;
- 2.500 parts sociales de la société S.P.C.C. par Monsieur Hafedh KHELIFI, évaluées à 225.000 euros.

Approuve successivement chacun des apports effectués, aux conditions stipulées au contrat d'apport sus désigné, leur évaluation et leur rémunération.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

### DEUXIEME RESOLUTION

L'assemblée générale décide, à titre de rémunération des apports approuvés, d'augmenter le capital social d'un montant de 450.000 euros pour le porter de 500 euros à 450.500 euros par voie de création de 450.000 actions nouvelles de 1 euro de nominal chacune, rémunérées au pair, créées à titre d'augmentation de capital, qui seront attribuées comme suit:

- Monsieur Abdelhafidh KHELIFI recevra, en rémunération de son apport des 2.500 parts sociales de la société S.P.C.C., 225.000 actions de la société 2K;
- Monsieur Hafedh KHELIFI recevra, en rémunération de son apport des 2.500 parts sociales de la société S.P.C.C., 225.000 actions de la société 2K.

Ces actions qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

RA

KH

### TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, constatant la réalisation définitive de l'augmentation dont s'agit, décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

#### *« ARTICLE 7 - APPORTS*

- *Il a été apporté au capital de la société, lors de sa constitution, une somme en numéraire de 500 euros.*
- *Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 15 février 2022, le capital social a été porté à la somme de 450.500 euros par apport de 5.000 parts sociales de la société S.P.C.C. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs, 450.000 actions nouvelles de la Société. »*

#### *« ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL*

*Le capital social est fixé à la somme de 450.500 euros.*

*Il est divisé en 450.500 actions, de UN ( 1 ) euro chacune, entièrement libérées, de même catégorie. »*

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

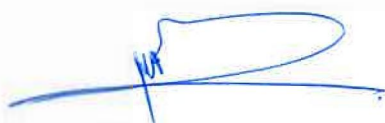
### QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

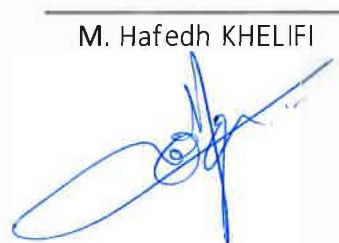
Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

\_\_\_\_\_  
L'ordre du jour étant épuisé, et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à quinze heures.

\_\_\_\_\_  
De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les associés.



M. Abdelhafidh KHELIFI



M. Hafedh KHELIFI

## CONTRAT D'APPORT DE TITRES

### ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Abdelhafidh KHELIFI, né le 19 mai 1975 à GABES (TUNISIE) demeurant 160, rue de Belleville - 75020 Paris, de nationalité Française.

Monsieur Hafedh KHELIFI né le 4 mai 1978 à GABES (TUNISIE) demeurant 2, Allée Alexis Carrel -93110 Rosny-sous-Bois de nationalité Française.

Ci-après dénommés « LES APORTEURS »

D'UNE PART

ET

La société 2K, Société par Actions Simplifiée, au capital de 500 euros, dont le siège social est fixé 166 rue de Bagnole - 75020 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 904 077 492 dûment représentée au titre des présentes par Monsieur Abdelhafidh KHELIFI

Ci-après dénommée « LA SOCIETE BENEFICIAIRE »

D'AUTRE PART

### ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La société dont les titres font l'objet des présents apports est la Société S.P.C.C, Société à Responsabilité Limitée au capital de 50.000 euros, dont le siège social est situé 167 rue de Bagnole - 75020 PARIS, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 493 547 152.

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 euros. Il est divisé en 5.000 parts sociales de valeur nominale de 10 euros chacune, entièrement libérées, et réparties comme suit :

- Monsieur Abdelhafidh KHELIFI, propriétaire de 2.500 parts sociales
- Monsieur Hafedh KHELIFI, propriétaire de 2.500 parts sociales
  
- La Gérance de la Société est assurée par Monsieur Abdelhafidh KHELIFI

### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

#### I. APPORTS

Monsieur Abdelhafidh KHELIFI et Monsieur Hafedh KHELIFI, soussignés de première part, apportent à la société 2K, sous les garanties ordinaires et de droit, les parts sociales qu'ils détiennent dans le capital de la société S.P.C.C, Société à Responsabilité Limitée, ayant son siège social au 167 Rue de Bagnole - 75020 PARIS, au capital de 50.000 euros divisé en 5.000 parts sociales de 10 euros chacune, immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 493 547 152 à savoir :

- 2.500 parts sociales par Monsieur Abdelhafidh KHELIFI pour une valeur d'apport de 225.000 € ;
- 2.500 parts sociales par Monsieur Hafedh KHELIFI pour une valeur d'apport de 225 000€.

RA

KA

KH

Concernant la société dont les titres sont apportés, il est fait les déclarations suivantes :

Elle a été régulièrement constituée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 15 décembre 2006, sous forme d'une Société à Responsabilité Limitée, immatriculée le 2 mars 2007.

Le capital social est fixé à la somme de 50.000 €. Il est divisé en 5.000 parts sociales d'une seule catégorie de 10 euros chacune entièrement libérées.

L'objet social de cette Société est notamment : les travaux de plomberie, chauffage, climatisation et rénovation intérieure et extérieure.

La Gérance de la Société est assurée par Monsieur Abdelhafidh KHELIFI

La Société est propriétaire de son fonds de commerce d'études et réalisations de travaux en chauffage, ventilation, plomberie et climatisation pour l'avoir créé.

Ce fonds de commerce comprend :

- a) l'enseigne, le nom commercial, la clientèle et l'achalandage y attachés.
- b) le droit au bail des lieux où il est exploité.
- c) les objets mobiliers, les meubles meublants et tout le matériel servant à son exploitation, acquis par la société ainsi qu'il résulte de l'inventaire amiable effectué par les parties.
- d) et les marchandises qui existent dans le fonds social.

Monsieur Abdelhafidh KHELIFI et Monsieur Hafedh KHELIFI qui détiennent l'intégralité des parts sociales de la Société S.P.C.C, (RCS PARIS 493 547 152), ont décidé d'apporter l'intégralité de leurs parts sociales de la Société S.P.C.C à la société 2K, faisant ainsi de la Société 2K l'Associée Unique de la Société S.P.C.C.

Au terme de cet apport, la société 2K devient titulaire de toutes les prérogatives de la propriété sur les 5.000 parts sociales apportées.

Il est rappelé ci-dessous les informations comptables suivantes :

Exercice clos	CA	Résultat d'exploitation	Capitaux propres
31/12/2018	640 354 €	44 506 €	106 632 €
31/12/2019	507 715 €	41 284 €	127 412 €
31/12/2020	869 840 €	128 446 €	216 365 €

La situation provisoire au 30/09/2021 fait apparaître des capitaux propres de 341.967 € qui sont donc en progression.

KA

KA

KH

## II. REMUNERATION DE L'APPORT

Les apports qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution, aux Apporteurs, d'actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, dans les conditions ci-après.

### 1) Pour Monsieur Abdelhafidh KHELIFI:

En contrepartie des apports ci-dessus désignés, évalués à la somme globale de 225.000 euros, il sera attribué à Monsieur Abdelhafidh KHELIFI 225.000 actions de la société 2K d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, qui seront créées par la Société Bénéficiaire. Ces actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

### 2) Pour Monsieur Hafedh KHELIFI:

En contrepartie des apports ci-dessus désignés, évalués à la somme globale de 225 000 euros, il sera attribué à Monsieur Hafedh KHELIFI 225 000 actions de la société 2K d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, qui seront créées par la Société Bénéficiaire. Ces actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

### 3) Prime d'apport

Compte tenu de ce que la Société Bénéficiaire est une société qui a été immatriculée le 12 octobre 2021, qu'à ce titre elle n'a eu à ce jour aucune activité et que sa situation nette correspond au montant de son capital du fait qu'elle ne possède aucun actif ni n'est débitrice d'aucun passif, la valeur de chacune de ses actions est égale à la valeur nominale, soit 1 euro. Il n'existe donc pas de différence entre la valeur de l'apport fait par les Apporteurs et la valeur nominale des actions effectivement créées à titre d'augmentation de capital par la Société Bénéficiaire. Il ne sera donc émis aucune prime d'apport.

## III. VERIFICATION DE L'APPORT

L'apport objet du présent contrat ne sera définitif qu'après l'établissement d'un rapport par un Commissaire aux apports comportant appréciation de la valeur dudit apport et des avantages particuliers éventuels et l'approbation de l'évaluation de l'apport et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'assemblée générale extraordinaire des associés, qui devra intervenir au plus tard le 1<sup>er</sup> mars 2022.

A défaut le présent contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

KA

KA

KH

#### **IV. RÉGIME FISCAL DE L'APPORT**

L'article 150-0 B ter du Code Général des Impôts prévoit que l'imposition de la plus-value réalisée dans le cadre d'un apport de droits sociaux, de titres ou de droits s'y rapportant, tels que définis à l'article 150-0 A, à une société soumise à l'impôt sur les sociétés est reportée si :

- L'apport de titres est réalisé en France ou dans un Etat membre de l'Union européenne ou dans un Etat ou territoire ayant conclu avec la France une convention fiscale contenant une clause d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscales ;
- La société bénéficiaire de l'apport est contrôlée par le contribuable. Cette condition est appréciée à la date de l'apport, en tenant compte des droits détenus par le contribuable à l'issue de celui-ci.
- Le contribuable est présumé exercer ce contrôle lorsqu'il dispose, directement ou indirectement, d'une fraction des droits de vote ou des droits dans les bénéfices sociaux égale ou supérieure à 33,33 % et qu'aucun autre associé ou actionnaire ne détient, directement ou indirectement, une fraction supérieure à la sienne.

L'apport objet des présentes respecte l'ensemble des conditions ci-dessus, dès lors que l'apport est réalisé en France, et les apporteurs détiendront respectivement 50 % des droits de votes et des bénéfices de la Société bénéficiaire.

Ainsi, l'apport objet du présent contrat bénéficie automatiquement du report d'imposition prévu à l'article 150-0 B ter du Code général des Impôts.

#### **V. AFFIRMATION DE SINCERITE**

Les parties soussignées affirment expressément, sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

#### **VI. FRAIS**

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

Fait en 5 exemplaires,  
A Paris, le 2 janvier 2022

Pour les Apporteurs

Pour la société bénéficiaire

\_\_\_\_\_  
M. Abdelhafidh KHELIFI

\_\_\_\_\_  
M. Hafedh KHELIFI

\_\_\_\_\_  
2K

Représentée par son Président  
M. Abdelhafidh KHELIFI

# STATUTS

## 2K

Société par actions simplifiée au capital de 450 500 euros

Siège Social :166 rue de Bagnolet – 75020 PARIS

RCS PARIS 904 077 492

*Mis à jour par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 15 février 2022*



Copie certifiée conforme

*Le Président*

*M. Abdelhafidh KHELIFI*

## TITRE I

### FORME- OBJET- DENOMINATION- SIEGE SOCIAL-DUREE-EXERCICE SOCIAL

#### ARTICLE 1 – FORME

La Société est une Société par Actions Simplifiée.

Elle est régie par le Code de commerce, par toutes autres dispositions légales et réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L 211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts.

#### ARTICLE 2 – OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- L'activité de Holding animatrice de groupe, notamment la réalisation de toute prestation de services pour le compte de ses filiales ou membres du groupe de société qu'elle constitue avec ses filiales, l'acceptation de tous mandats sociaux, l'administration, la collecte, la gestion, la mise à disposition de trésorerie et la constitution de toutes garanties en faveur des sociétés membres du groupe,
- Les activités de marchand de biens immobiliers, de promotions immobilières de logement et de bureaux, l'ingénierie, les missions de veille stratégique, d'apporteur d'affaires et de management de sociétés
- La souscription, l'acquisition, la gestion, l'administration, la cession, de toutes participations, parts, actions et plus généralement de tous titres de sociétés de quelque forme que ce soit,
- À cet effet, la souscription, l'acquisition et la cession de toutes valeurs cotées ou non, obligations ou parts de sociétés, que leur activité soit immobilière, commerciale, industrielle, financière, agricole ou autre,

- La création, l'acquisition, la location, l'exploitation directement ou par voie de location gérance de tous fonds de commerce, de tous établissements, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées dans l'objet social,
- L'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant activités spécifiées dans l'objet social,
- La participation de la société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location gérance,
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe ou susceptibles d'en faciliter le développement, la création ou l'acquisition ; Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de l'objet social.

### ARTICLE 3- DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale de la Société est : **2K**

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement " Société par Actions Simplifiée " ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du montant du capital social.

### ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 166 rue de Bagnole – 75020 PARIS

Il peut être transféré en tout autre lieu de la même ville, du même département ou d'un département limitrophe par simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de la ratification de cette décision par la plus proche décision collective des associés.

## ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANS (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou la dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés.

## ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social commencera à la date de la constitution et sera clos le 31 décembre

## TITRE II

### APPORTS – CAPITAL – INDIVISIBILITES DES ACTIONS- DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS-FORME DES ACTIONS

## ARTICLE 7 – APPORTS

Il a été apporté au capital de la société, lors de sa constitution, une somme en numéraire de 500 euros.

Lors de l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale en date du 15 février 2022, le capital social a été porté à la somme de 450.500 euros par apport de 5.000 parts sociales de la société S.P.C.C. En contrepartie de cet apport, il a été attribué aux apporteurs, 450.000 actions nouvelles de la Société.

## ARTICLE 8 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 450.500 euros.

Il est divisé en 450.500 actions, de UN (1) euro chacune, entièrement libérées, de même catégorie.

## ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

La Société peut recevoir de ses associés des fonds en dépôt, sous forme d'avances en compte courant.

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'un commun accord entre l'associé intéressé et le Président.

## ARTICLE 10 – MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par décision collective des associés statuant sur le rapport de Président.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

2. Les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

3. En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titre de créances, les associés ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

4. Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant de la totalité de la prime d'émission.

5. Toute personne entrant dans la Société à l'occasion d'une augmentation du capital et qui serait soumise à agrément comme cessionnaire d'action en vertu de l'article 17, doit être agréée dans les conditions fixées audit article.

#### **ARTICLE 11 – INDIVISIBILITES DES ACTIONS - USUFRUIT**

1. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire commun de leur choix, lequel est désigné en justice en cas de désaccord, ce à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient à l'usufruitier pour toutes les décisions collectives ordinaires et au nu propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires. Cependant, les titulaires d'actions dont la propriété est démembrée peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux assemblées générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de La Poste faisant foi de la date d'expédition.

Nonobstant les dispositions ci-dessus, le nu-propriétaire a le droit de participer à toutes les assemblées générales.

## ARTICLE 12 – DROIT ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1. Tout action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des assemblées générales.

3. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

4. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'action isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires

5. Les actions ayant une valeur nominale inférieure ou égale à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat peuvent être regroupées. Ces regroupements sont décidés par les assemblées générales d'associés dans les conditions prévues pour la modification des statuts et selon les dispositions réglementaires.

Ils comportent l'obligation, pour les associés, de procéder aux achats ou aux cessions d'actions nécessaires pour réaliser le regroupement.

Si le ou les associés ayant pris cet engagement ne le remplissent pas, les opérations de regroupement peuvent être annulées à la demande de tout intéressé.

Dans ce cas, les achats et les ventes de rompus peuvent être annulés à la demande des associés qui y ont procédé ou de leurs ayants cause, à l'exception des associés défallants, sans préjudice de tous dommages-intérêts s'il y a lieu.

La valeur nominale des actions regroupées ne peut être supérieure à un montant fixé par décret en Conseil d'Etat.

Pour faciliter ces opérations, la Société doit, avant la décision de l'assemblée générale, obtenir d'un ou de plusieurs associés l'engagement de servir pendant un délai de deux ans, au prix fixé par l'assemblée, la contrepartie tant à l'achat qu'à la vente des offres portant sur les rompus ou des demandes tendant à compléter le nombre de titres appartenant à chacun des associés intéressés.

A l'expiration du délai fixé par le décret, les actions non présentées en vue de leur regroupement perdent leur droit de vote et leur droit au dividende est suspendu.

Les dividendes dont le paiement a été suspendu sont, en cas de regroupement ultérieur, versés aux propriétaires des actions anciennes dans la mesure où ils n'ont pas été atteints par la prescription.

Lorsque les propriétaires de titres n'ont pas la libre administration de leurs biens, la demande d'échange des anciens titres et les achats ou cessions de rompus nécessaires pour réaliser le regroupement sont assimilés à des actes de simple administration, sauf si les nouveaux titres sont demandés sous la forme au porteur en échange de titres nominatifs.

Les titres nouveaux présentent les mêmes caractéristiques et confèrent de plein droit et sans l'accomplissement d'aucune formalité les mêmes droits réels ou de créance que les titres anciens qu'ils remplacent.

Les droits réels et les nantissements sont reportés de plein droit sur les titres nouveaux attribués en remplacement des titres anciens qui en sont grevés.

6. Sauf interdiction légale, il sera fait masse, au cours de l'existence de la Société ou lors de sa liquidation, entre toutes les actions des exonérations et imputations fiscales ainsi que de toutes taxations susceptibles d'être supportées par la Société, avant de procéder à toute répartition ou remboursement, de telle manière que, compte tenu de la valeur nominale et de leur jouissance respective, les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette.

## ARTICLE 13– FORMES DES ACTIONS

Les actions émises par la Société sont obligatoirement nominatives.

Conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables, elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

## ARTICLE 14– LIBERATION DES ACTIONS

1. Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2. A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

## TITRE III

### CESSIONS- TRANSMISSION- LOCATION DES ACTIONS

## ARTICLE 15– DEFINITIONS

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

b) **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

c) **Opération de reclassement** signifie toute opération de reclassement simple des actions de la Société intervenant à l'intérieur de chacun des groupes d'associés, constitué par chaque Société associée et les sociétés ou entités qu'elle contrôle directement ou indirectement au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce.

## ARTICLE 16– TRANSMISSION DES ACTIONS

1. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

2. La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres que la société tient à cet effet au siège social.

3. La cession des actions s'opère à l'égard de la société et des tiers par ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire et du cessionnaire si les actions ne sont pas entièrement libérées. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

La transmission d'actions à titre gratuit ou en suite de décès s'opère également par un ordre de mouvement transcrit sur le registre des mouvements sur justification de la mutation dans les conditions légales.

4. En cas de décès d'un associé ou de dissolution de communauté entre époux, la Société continue entre les associés survivants et les ayant droit ou héritiers de l'associé décédé, et, éventuellement, son conjoint survivant, ou avec l'époux attributaire de parts communes qui ne possédait pas la qualité d'associé.

5. En cas d'apport à la société ou d'acquisition d'actions au moyen de biens de communauté, celui des époux qui envisage de procéder à cet apport ou à cette acquisition, doit en aviser son conjoint et justifier de cette information dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

Si le conjoint revendique la qualité d'associé, il devra obtenir l'agrément des associés dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 17 des présents statuts.

Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de l'apport ou de l'achat, il sera soumis à l'agrément des autres associés dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 17 des présents statuts.

## ARTICLE 17 – AGREMENT

1. Les actions ne peuvent être cédées, sauf entre associés, ou transmission par voie de succession qu'avec l'agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés.

2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les noms, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

3. Le Président dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

5. En cas d'agrément, l'associé cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément.

Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les 60 jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquiescer ou faire acquiescer les actions de l'associé cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties.

A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

## ARTICLE 18 - PREEMPTION

1. Toute cession des actions de la Société même entre associés est soumise au respect du droit de préemption conféré aux associés et ce, dans les conditions ci-après.

2. L'associé Cédant notifie au Président et à chacun des associés par lettre recommandée avec demande d'avis de réception son projet de cession mentionnant :

- le nombre d'actions concernées ;
- les informations sur le cessionnaire envisagé : nom, prénoms, adresse et nationalité ou s'il s'agit d'une personne morale dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux ;
- le prix et les conditions de la cession projetée.

La date de réception de la notification de l'associé Cédant fait courir un délai de trois (3) mois, à l'expiration duquel, si les droits de préemption n'ont pas été exercés en totalité sur les actions concernées, le Cédant pourra réaliser librement la cession projetée, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 17 "Agrément " ci-dessus.

3. Chaque associé bénéficie d'un droit de préemption sur les actions faisant l'objet du projet de cession. Ce droit de préemption est exercé par notification au Président dans les deux (2) mois au plus tard de la réception de la notification ci-dessus visée.

Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception précisant le nombre d'actions que chaque associé souhaite acquérir.

4. A l'expiration du délai de deux mois prévus au 3. ci-dessus et avant celle du délai de trois mois fixé au 2. ci-dessus, le Président doit notifier à l'associé Cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception les résultats de la préemption.

Si les droits de préemption exercés sont supérieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les actions concernées sont réparties par le Président entre les associés qui ont notifié leur volonté d'acquérir au prorata de leur participation au capital de la Société et dans la limite de leurs demandes.

Si les droits de préemption sont inférieurs au nombre d'actions dont la cession est envisagée, les droits de préemption sont réputés n'avoir jamais été exercés et l'associé Cédant est libre de réaliser la cession au profit du cessionnaire mentionné dans sa notification, sous réserve de respecter la procédure d'agrément prévue à l'article 17. "Agrément " ci-dessus.

5. En cas d'exercice du droit de préemption, la cession des actions devra être réalisée dans un délai de 60 jours moyennant le prix mentionné dans la notification de l'associé Cédant.

#### **ARTICLE 19 – MODIFICATION DANS LE CONTROLE D'UNE SOCIETE ASSOCIEE**

1. En cas de modification au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, du contrôle d'une société associée, celle-ci doit en informer le Président de la société par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 30 jours à compter du changement du contrôle. Cette notification doit indiquer la date du changement du contrôle, l'identité et toutes informations du ou des nouvelles personnes exerçant ce contrôle.

2. Dans le délai de 60 jours à compter de la réception de la notification du changement de contrôle, la Société peut mettre en œuvre la procédure d'exclusion et de suspension des droits non pécuniaires de la Société associée dont le contrôle a été modifié, telle que prévue à l'article 22. Si la Société n'engage pas la procédure d'exclusion dans le délai ci-dessus, elle sera réputée avoir agréé le changement de contrôle.

3. Les dispositions du présent article s'appliquent, également, à la Société associée qui a acquis cette qualité à la suite d'une fusion, d'une scission ou d'une dissolution.

#### **ARTICLE 20 - RESTRICTIONS A LA LIBRE TRANSMISSION DES ACTIONS**

Les associés s'interdisent formellement, sous peine d'exclusion de la Société et de nullité des cessions intervenues en violation des stipulations du présent article, de céder ou transmettre, sous quelque forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, en pleine propriété, nue-propiété ou usufruit, tout ou partie des actions qu'ils détiennent et viendraient à détenir dans la Société, à toute personne physique ou morale, exploitant des activités concurrentes de celles de la Société, ou à une personne physique ou morale, cliente ou fournisseur de la Société et susceptible de mettre en péril les intérêts, les activités ou la situation de la Société.

## ARTICLE 21 - EXCLUSION D'UN ASSOCIE

- **Exclusion de plein droit**

L'exclusion de plein droit intervient en cas de dissolution, de redressement ou de liquidation judiciaire d'un associé

- **Exclusion facultative**

**Cas d'exclusion :**

L'exclusion d'un associé peut être également prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;
- exercice direct ou indirect d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;
- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;
- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

**Modalités de la décision d'exclusion :**

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des deux tiers des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président ; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

**Prise d'effet de la décision d'exclusion :**

La décision d'exclusion prend effet à compter de son prononcé.

Cette décision doit également statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs de ces actions ; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément et de la clause de préemption prévues aux présents statuts.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président.

**Dispositions communes à l'exclusion de plein droit et à l'exclusion facultative :**

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent dès le prononcé de la mesure la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

La totalité des actions de l'associé exclu doit être cédée dans les 60 jours de la décision d'exclusion à toute personne désignée comme il est prévu ci-dessus.

Le prix de rachat des actions de l'associé exclu est déterminé d'un commun accord ou à défaut, à dire d'expert dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

## ARTICLE 22– NULLITE DES CESSIONS D’ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions des articles “Inaliénabilité des actions”, “Préemption”, “Agrément ”, “Modifications dans le contrôle d'un associé” des présents statuts sont nulles.

Au surplus, une telle cession constitue un juste motif d'exclusion.

## ARTICLE 23 - LOCATION D'ACTIONS

La location des actions est interdite.

## TITRE IV

### ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS COMMISSAIRES AUX COMPTES

## ARTICLE 24 – PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

### Désignation :

Le Président est désigné par décision collective des associés.

Lorsque le Président est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Président personne physique peut bénéficier d’un contrat de travail au sein de la Société

Le Président est : **Monsieur KHELIFI Abdelhafidh**  
Demeurant : 160 rue de Belleville – 75020 PARIS

### Durée des fonctions :

Le Président est nommé sans limitation de durée.

La révocation du Président ne peut intervenir que pour un motif grave.

Elle est prononcée par décision collective unanime des associés autres que le Président.

Toute révocation intervenant sans qu’un motif grave soit établi ouvrira droit à une indemnisation du Président.

### **Rémunération :**

La rémunération du Président est fixée chaque année par décision collective des associés, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

### **Démission ou empêchement :**

En cas de décès, de démission ou empêchement du Président d'exercer ses fonctions d'une durée supérieure à 6 mois, il est prévu à son remplacement par décision collective des associés. Le Président remplaçant est désigné pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

### **Pouvoirs :**

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers.

A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés.

Toutefois à titre de règlement intérieur non opposable aux tiers, le Président ne pourra prendre les décisions suivantes qu'après autorisation préalable de la collectivité des associés :

- conclusions de tout emprunt autre que les découverts en banque, les facilités de caisse et les emprunts contractés dans le cours normal des affaires,
- tout achat d'immeubles, toute prise à bail de biens immobiliers, toute prise en location gérance d'un fonds de commerce,
- tout octroi de caution par la société au profit d'un tiers,
- toute acquisition ou cession de participation dans toute société ou entité.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

## **ARTICLE 25 – DIRECTEUR GENERAL**

Le Président peut donner mandat à une personne morale ou à une personne physique de l'assister en qualité de Directeur Général.

Lorsque le Directeur Général est une personne morale celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant personne physique.

Le Directeur Général personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

**Durée des fonctions :**

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions de Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonction, sauf décision contraire des associés, et jusqu'à la nomination du nouveau Président

**Révocation :**

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président.

La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivant :

- Dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- Interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

**Rémunération :**

La rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte du contrat de travail.

La fixation et la modification de la rémunération du Directeur Général constituent une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 26 des statuts.

**Pouvoirs :**

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Cependant, le Directeur Général ne dispose pas du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, sauf en cas de délégation spéciale et écrite du Président

Il est précisé que la Société est engagée même par des actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

## ARTICLE 26 – CONVENTION ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS

Toute convention intervenante, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce, doit être portée à la connaissance du Président dans le mois de sa conclusion.

Le Président doit aviser le commissaire aux comptes, s'il en existe un, des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et lui-même, l'un de ses dirigeants, ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10% ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens du code de commerce.

Le Commissaire aux comptes ou, s'il n'en a pas été désigné, le Président établit et présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions conclues avec l'associé unique ou les associés concernés en cas de pluralité d'associés, au cours de l'exercice écoulé.

Les associés statuent chaque année sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur l'approbation des comptes de cet exercice. L'associé ou les associés intéressés ne participant au vote.

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne donnent pas lieu à l'établissement de ce rapport.

Les conventions conclues entre l'associé et son Président ne donnent pas lieu à l'établissement d'un rapport du commissaire aux comptes mais sont mentionnées dans le registre des décisions de l'associé unique ou des associés en cas de pluralités d'associés

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Les interdictions prévues à l'article L225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

## ARTICLE 27 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

En cas de dépassement de deux des trois seuils fixés par les articles L.227-9-1 et R.227-1 du Code du Commerce, la collectivité des associés devra désigner, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et d'un commissaire aux comptes suppléants demeure facultative, c'est la collectivité des associés, statuant dans les conditions requises pour les décisions ordinaires ou extraordinaires, qu'il appartient de procéder à de telles désignations si elle le juge opportun.

En outre la désignation d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

## ARTICLE 28 – REPRESENTATION SOCIALE

S'il existe un comité d'entreprise au sein de la société, ses délégués exercent les droits prévus par l'article L.2323-66 du Code du travail auprès du Président ou toute personne à laquelle le Président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentée par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social, 30 jours au moins avant la date fixée pour la décision des associés.

Le président accuse réception de ces demandes dans les 15 jours de leur réception.

## TITRE V

### DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

#### ARTICLE 29 – DECISIONS COLLECTIVES OBLIGATOIRES

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Transformation de la Société
- Modifications du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction,
- Fusion scission, apport partiel d'actifs ;
- Dissolution ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Nomination, rémunération, révocation du Président ;
- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ;
- Modification des statuts, sauf transfert de siège social ;
- Nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation
- Agrément des cessions d'actions,
- Exclusion d'un associé et suspension de ses droits de vote

#### ARTICLE 30 – REGLES DE MAJORITE

Sauf stipulations spécifiques contraires expresses, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix (la moitié plus une) des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives, limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à la majorité des deux tiers des associés disposant du droit de vote.

- La prorogation de la société
- La dissolution de la société

Les décisions collectives des associés concernant l'agrément des cessions d'actions, prévues à l'article 17 ci-dessus, sont adoptées à la majorité des deux tiers des associés présents ou représentés

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives, limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote

- Celles prévues par les dispositions légales
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission (article L 225-130 al.2 du Code de commerce)
- La transformation de la Société en Société d'une autre forme
- Toutes décisions entraînant une modification des statuts.

#### ARTICLE 31 – MODALITES DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Au choix du Président, les décisions collectives des associés sont prises en assemblée, réunie au besoin par vidéoconférence ou conférence par téléphone, ou par correspondance. Elles peuvent s'exprimer dans un acte signé par tous les associés ou par consultation écrite.

Tous moyens de communication peuvent être utilisés : écrit, lettre, fax, télex, voie électronique et même verbalement, sous réserve que l'intéressé signe le procès-verbal, acte ou relevé des décisions dans un délai d'un mois.

Ces décisions sont répertoriées dans le registre des assemblées.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un acte, qui sera appelé procès-verbal, signé par tous les associés.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède.

Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective, trois jours ouvré au moins avant celle-ci et à zéro heure, heure de Paris.

Il ne sera tenu compte d'aucun transfert de propriété des titres intervenant entre la date de réception, par la société, des procurations et votes à distance et la date requise pour l'inscription en compte des titres.

En conséquence, les procurations et votes à distance préalablement émis par l'associé cédant demeureront valides et inchangés.

## ARTICLE 32 – ASSEMBLEES

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation ou à l'initiative du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Tout associé disposant de plus de 10% du capital peut demander la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L 2323-67 du code du Travail, le Comité d'entreprise peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 15 jours au moins avant la date de la réunion.

Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Les règles relatives à la représentation des associés pour les décisions collectives de la Société, et notamment celles concernant les modalités du vote par procuration, le contenu, les mentions obligatoires et les documents et informations joints à toute formule de procuration, sont celles applicables à la représentation des actionnaires aux assemblées dans les SA.

Les associés peuvent également participer à distance aux décisions collectives, au moyen d'un formulaire de vote à distance ou d'un document unique de vote dans les conditions et selon les modalités prévues pour les SA.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret n°2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

Lors de chaque assemblée, le Président de séances pourra choisir, d'établir une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose, qu'il certifiera après l'avoir fait émargée par les associés présents ou leurs représentants, ou de mentionner l'identité des associés présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions et de voix dont chacun dispose.

Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 33 ci-après.

### **ARTICLE 33 – PROCES-VERBAUX DES DECISIONS COLLECTIVES**

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimés dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le Président.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

## **ARTICLE 34 – INFORMATION PREALABLES DES ASSOCIES**

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leurs approbations.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés quinze jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes si la Société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

## **ARTICLE 35 – DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES**

Le droit de communication des associés, la nature des documents mis à leur disposition et les modalités de leur mise à disposition ou de leur envoi s'exercent dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires.

### **TITRE VI**

#### **COMPTES ANNUELS -AFFECTATION DES RESULTAT**

## **ARTICLE 36 – ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS**

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes si la société en est dotée. Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

## ARTICLE 37 – AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

## TITRE VII

### DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

#### ARTICLE 38 – DISSOLUTION – LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidé par décision collective des associés.

La décision collective des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société.

Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable.

Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

Les associés peuvent autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

Le décès, l'incapacité, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un quelconque des associés n'entraînent pas la dissolution de la Société, mais l'un de ces événements se produit en la personne du Président ou du Directeur Général, il entraînera cessation de ses fonctions.

## TITRE VIII

### CONTESTATIONS

#### ARTICLE 39 – CONTESTATION -TRIBUNAUX COMPETENTS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la société ou de sa liquidation, soit entre associés et la société, soit entre associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, sont soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.